

ANGUSTA

Société à responsabilité limitée

Siège social : L-1836 Luxembourg, 23 rue Jean Jaurès

RCS Luxembourg B 182.934

| | |
|--|--|
| ASEEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 22 DECEMBRE 2016 | Maître Cosita DELVAUX N°5677 |
|--|--|

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE VINGT-DEUX DECEMBRE.

Par-devant Nous Maître **Cosita DELVAUX**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu :

1- **Madame Martine CLARET**, née le 19 novembre 1952 à Grasse (F), élisant domicile au 9 chemin du Bochet CH-1025 Saint-Sulpice (Suisse), détentrice de 13.296 parts sociales de la Société, et

2- **Monsieur Claude CLARET**, né le 19 avril 1955 à Salanches (F), élisant domicile au 9 chemin du Bochet CH-1025 Saint-Sulpice (Suisse), détenteur de 13.295 parts sociales de la Société,

tous deux ici représentés par Madame **Stéphanie Ragni**, employée privée, domiciliée au 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg en vertu de deux procurations signées en date du 14 décembre 2016.

Lesquelles procurations paraphées « ne varietur » par la mandataire et le notaire instrumentant resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes déclarent être les associés détenant l'intégralité du capital de **ANGUSTA**, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital de deux cent soixante-cinq mille neuf cent dix euros (EUR 265.910), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.934 (la « Société »), constituée par un acte du notaire instrumentant, alors notaire de résidence à Redange-sur-Attert du 20 décembre 2013, dont les

statuts (les « Statuts ») ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le « Mémorial ») le 11 février 2014, numéro 374. Les Statuts n'ont jamais été modifiés jusqu'à ce jour.

Les parties comparantes, représentant l'entière du capital social de la Société, requièrent le notaire d'acter les résolutions suivantes, sur la base de l'agenda suivant :

AGENDA

1. Changement de la forme légale de la Société pour la transformer de société à responsabilité limitée en une société civile sur base de la situation comptable datée du 15 novembre 2016.

2. Modification des statuts de la Société pour refléter la décision ci-dessus et refonte complète des Statuts de la Société pour leur donner les statuts de la nouvelle forme juridique et adoption d'un nouvel objet social qui aura la teneur suivante :

« La Société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières ou financières, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale. »

3. Divers.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier la forme légale de la Société pour la transformer de sa forme actuelle étant une société à responsabilité limitée, en une société civile sur base de la situation comptable de la Société datée du 15 novembre 2016, laquelle situation restera ci-annexée.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier les Statuts pour refléter la résolution reprise ci-dessus et de procéder à une refonte complète des Statuts pour leur donner le contenu des statuts de la nouvelle forme juridique avec l'adoption d'un nouvel objet social tel que détaillé dans l'ordre du jour ci-avant, qui auront désormais la teneur suivante :

I. Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1er. Il est formé entre les associés ci-avant une société civile qui prend la dénomination de **ANGUSTA**.

Art. 2. La Société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières ou financières, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de

porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision unanime des associés.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

II. Apports, Capital social. Transmission des parts, Responsabilité des associés

Art. 5. Le capital social est fixé à cent quatre-vingt-seize mille cinq cent quatre-vingt euros (EUR 196.580,-) représenté par dix-neuf mille six cent cinquante-huit (19.658) parts de dix euros (EUR 10,-) chacune détenues par les associés de la manière suivante :

- | | | |
|----|----------------|----------------------|
| 1) | Martine CLARET | 9.829 parts sociales |
| 2) | Claude CLARET | 9.829 parts sociales |

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés et, en cas de décès, au conjoint de l'associé et à des descendants en ligne directe.

Art. 7. Toute cession de parts, sans préjudice de formalités supplémentaires prévues aux présents statuts, s'opérera par acte authentique ou sous seing privé suivant les dispositions de l'article 1690 du Code civil.

Art. 8. Les cessions de parts à des tiers autres que ceux énumérés à l'article six requièrent l'unanimité de tous les associés à donner lors d'une assemblée générale.

Tout associé désirant céder tout ou partie de ses parts à un tiers ou consentir à des tiers un usufruit sur une ou plusieurs des ses parts, doit en informer le conseil de gérance, qui, à cet effet, convoquera une assemblée générale extraordinaire ayant à son ordre du jour l'agrément du cessionnaire ou du bénéficiaire de l'usufruit.

Lorsque l'assemblée générale extraordinaire n'atteint par le quorum requis ou qu'elle refuse d'agréer le cessionnaire, la Société est en droit de racheter les parts, visées à l'alinéa précédent, pour son propre compte ou pour compte de personnes à désigner par elle.

Le non-exercice du droit de rachat par la Société ouvre un droit de préemption sur les parts au profit de tous les coassociés du cédant au prorata de leurs parts dans la Société.

Sauf accord du cédant le droit de rachat et le droit de préemption doivent

être exercés sur la totalité des parts faisant l'objet dudit droit.

Le rachat effectué par la Société sans désignation de tiers cessionnaires comporte l'obligation de procéder concomitamment à l'annulation de ces parts et à la réduction correspondante de son capital

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé font naître le droit de rachat au profit de la Société et subsidiairement le droit de préemption au profit des coassociés de l'interdit, du failli ou de l'associé en déconfiture conformément aux stipulations des quatre alinéas précédents.

Art. 9. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 10. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la Société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il détient. Vis-à-vis des créanciers de la Société les associés sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code civil.

Art. 11. Chaque part d'intérêts est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis d'une ou de plusieurs parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Jusqu'à cette désignation, la Société pourra suspendre l'exercice des droits afférents aux parts appartenant à des copropriétaires indivis.

Art. 12. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions prises par l'assemblée générale des associés.

III. Gérance, Année sociale, Assemblées

Art. 13. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par les associés décidant à la majorité simple des voix présentes ou représentées.

L'assemblée fixe la durée de leur mandat.

Art. 14. Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et faire ou autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet. Le ou les gérantes ont tous les pouvoirs non réservés expressément par les statuts à l'assemblée

générale.

Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant s'il y a un seul gérant et en cas de pluralité de gérants par les signatures conjointes de deux gérants. Le cas échéant, elle est engagée par les signatures individuelles ou conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués.

Le ou les gérants peuvent acheter ou vendre tous immeubles, contracter tous prêts et consentir toutes hypothèques.

Ils administrent les biens de la Société et ils la représentent vis-à-vis des tiers et de toutes administrations, ils consentent, acceptent et résilient tous baux et locations, pour le temps et aux prix, charges et conditions qu'ils jugent convenables, ils touchent les sommes dues à la Société à tel titre et pour telles cause que ce soit ils payent toutes celles qu'elle peut devoir ou en ordonnent le paiement.

Ils réglementent et arrêtent tous comptes avec tous créanciers et débiteurs. Ils exercent toutes les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant. Ils autorisent aussi tous traités, transactions, compromis, tous acquiescement et désistements, ainsi que toutes subrogations et toutes mainlevées d'inscription, saisies, oppositions et autres droits avant ou après paiement.

Ils arrêtent les états de situation et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale des associés, ils statuent sur toutes propositions à lui faire et arrêtent son ordre du jour.

Ils représentent la Société en justice.

La présente énumération est énonciative et non limitative.

Art. 15. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la Société.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 17. Les assemblées des associés sont convoquées par un ou plusieurs gérants, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, moyennant lettre recommandée à la poste avec un préavis de 3 jours francs au moins et indication de l'ordre du jour dans les convocations. L'assemblée doit également être convoquée par le conseil de gérance dans la quinzaine de la

réception de la demande et dans les mêmes formes que ci-dessus, lorsqu'un ou plusieurs associés possédant au moins dix pour cent (10%) du capital social en font la demande par lettre recommandée en indiquant l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 18. Les associés se réunissent chaque année en assemblée endéans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 19. Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales et chacun d'eux peut s'y faire représenter par un autre associé ou par un tiers en le nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire). Les associés sont également autorisés à participer à une assemblée générale des associés par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristique techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue par tout moyen de communication approprié.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente de parts sans limitation.

Art. 20. Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés, à moins de dispositions contraires des statuts.

Art. 21. Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, qu'elle qu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts sont prises à l'unanimité.

Les cessions de parts conformément à l'article huit des statuts doivent être agréées par une délibération unanime de tous les associés.

IV. Dissolution, Liquidation

Art. 22. En cas de dissolution de la Société, l'assemblée générale règle sur la proposition de la gérance le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

Art. 23. La Société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou plusieurs des associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers et représentants de l'associé ou des associés décédés.

De même, l'interdiction, la déconfiture, la faillite ou la liquidation judiciaire

d'un ou de plusieurs des associés ne mettront point fin à la Société, celle-ci continuera entre les autres associés à l'exclusion de l'associé ou des associés en état d'interdiction, de déconfiture, de faillite ou de liquidation judiciaire.

La révocation d'un ou de plusieurs gérants n'entraînera pas la dissolution de la Société.

V. Disposition générale

Art. 24. Les articles 1832 à 1872 du Code civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé.

FRAIS

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.200,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénoms, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

(Signé) S. RAGNI, C. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 23 décembre 2016

Relation : 1LAC/2016/41397

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) P. MOLLING

POUR EXPEDITION CONFORME,

délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations (RESA).

Luxembourg, le 04 janvier 2017

Me Cosita DELVAUX

ANGUSTA
Société Civile
23 rue Jean Jaurès
L-1836 Luxembourg

Extrait de Résolution des associés du 22 décembre 2016

Les associés ont pris la résolution suivante :

RESOLUTION

1. Nomination des gérants

Les associés décident de nommer comme gérants, à compter de ce jour et ce, pour une durée indéterminée. :

- Monsieur Michaël Dandois, né le 15 janvier 1971 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement au 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg,
- Monsieur Luc Wittner, né le 10 janvier 1967 à Mulhouse (France), demeurant professionnellement au 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg, et
- Monsieur Stéphane Warnier, né le 25 mars 1966 à Watermael-Boitsfort (Belgique), demeurant professionnellement au 23 rue Jean Jaurès, L.1836 Luxembourg.

Signé les associés.